

DECEMBRE 2018  
n°278

## SOMMAIRE

**Pages 1 à 3 :**  
**Prélèvement  
à la source :**  
**les modalités  
pratiques**

**Page 4 :**  
**Panorama des  
marchés financiers et  
chiffres clés**

## PRELEVEMENT A LA SOURCE : LES MODALITES PRATIQUES

**L**e mécanisme actuel de perception de l'impôt repose sur la mensualisation ou le tiers. Pour mémoire, la mensualisation est équivalente à 1/10<sup>ème</sup> du montant de l'impôt figurant sur le dernier avis d'imposition calculé à partir des revenus de l'année N-2. **Le prélèvement à la source qui entrera en application en 2019 consiste à ponctionner l'impôt lors de la mise en paiement du revenu selon un taux calculé à partir des revenus perçus en année N-2.** Ainsi, lors du paiement de votre salaire (ou de votre pension) de janvier 2019, votre employeur (ou caisse de retraite) opérera une retenue fiscale selon le taux de prélèvement déterminé par les services fiscaux à partir de vos revenus de 2017 déclarés en 2018.

Les principales différences entre l'ancien et le nouveau mode de perception de l'impôt sont les suivantes :

- **Le prélèvement à la source s'applique sur les revenus de l'année en cours** (et non ceux de N-2 pour la mensualisation) ce qui permet un ajustement plus rapide entre les revenus réels et l'impôt payé.
- **Le prélèvement à la source est fonction d'un taux calculé sur les revenus de N-2 et non de l'impôt payé.** Dans ces conditions, vous devrez supporter un prélèvement sur vos revenus 2019 y compris en l'absence d'impôt à payer sur les revenus 2017 contrairement au système de la mensualisation pour lequel l'acompte provisionnel aurait été nul. Il est toutefois possible de ne pas subir de prélèvement et de se voir attribuer un taux à 0 %. Pour cela, il convient de ne pas avoir été imposable au cours des deux dernières années et d'avoir un revenu fiscal de référence inférieur à 25 000 € par part de quotient au titre de la dernière année d'imposition.

Courant août 2018, à réception de votre avis d'imposition, vous avez pris connaissance des taux de prélèvement calculés par l'administration fiscale, à savoir le taux global du foyer ainsi que les taux individualisés. **L'administration fiscale a retenu par défaut le taux du foyer à moins que vous ayez opté pour les taux individualisés.** Cette option modifie uniquement la répartition de l'imposition entre les membres du foyer sans impacter le montant global de l'impôt. **Ce choix s'avère être pertinent en cas de forte disparité de revenus entre les membres du foyer** car il permet d'adapter le taux de prélèvement aux revenus de chacun. Prenons l'exemple d'un couple marié sans enfant à charge ayant des revenus respectifs de 100 000 € et 30 000 €. Le taux de prélèvement du foyer est fixé à 18,20 % ce qui correspond à un prélèvement de 18 200 € pour le déclarant 1 qui percevra alors un revenu net d'impôt de 81 800 € et 5 460 € pour le déclarant 2 qui percevra un revenu net d'impôt de 24 540 €. Au global, le prélèvement ressort à 23 660 € (130 000 € x 18,20 %). L'application des taux individualisés (21,30 % pour le déclarant 1 et 8 % pour le déclarant 2) aboutit à un prélèvement global équivalent (23 700 €) mais avec une répartition différente puisque 21 300 € d'impôt seront à la charge du déclarant 1 et 2 400 € à la charge du déclarant 2. Ce faisant, leurs revenus nets d'impôt respectifs seront les suivants : 78 700 € et 27 600 €. Il est à signaler que **l'option pour le taux individualisé peut être exer-**

**cée ou dénoncée à tout moment** sur « [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) » à la rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ». La modification ne sera pas immédiate mais effective sous un délai maximal de trois mois.

Précisons qu'il existe un troisième taux, à savoir le taux neutre (également dénommé taux par défaut). Celui-ci est retenu dans le cas où l'administration fiscale n'est pas en mesure de déterminer un taux personnalisé ou si le contribuable ne souhaite pas que son taux de prélèvement personnalisé soit communiqué à son employeur. **En règle générale, le taux neutre s'avère non seulement pénalisant mais aussi contraignant et doit donc être évité.**

Votre taux étant désormais fixé, il reste alors à se pencher sur les modalités de recouvrement de l'impôt. Celles-ci sont de deux ordres : **soit par voie de retenue à la source soit par voie d'acompte**. Il convient tout d'abord de rappeler que les revenus de capitaux mobiliers (intérêts et dividendes), les plus-values immobilières, les revenus des auto-entrepreneurs et les plus-values de cession de valeurs mobilières ne sont pas concernés par le dispositif du prélèvement à la source car ils font déjà l'objet d'un prélèvement libératoire spécifique.

- **Le paiement par voie de retenue à la source est systématique en présence d'un tiers payeur identifié.** Par conséquent, les traitements, salaires, revenus de remplacement (allocation maladie, chômage), pensions et rentes viagères à titre gratuit sont concernés par ce mode de paiement. Le règlement par voie de retenue à la source s'opère directement par le tiers payeur au moment où s'effectue le versement au profit du bénéficiaire, ce qui, dans la plupart des cas, correspond à un **cadencement mensuel**.
- **Le paiement par voie d'acompte s'applique en l'absence d'organisme collecteur.** Ainsi, les revenus des indépendants (BIC, BNC, BA), les rémunérations des gérants majoritaires et assimilés, les rentes viagères à titre onéreux, les pensions alimentaires, les revenus de source étrangère ainsi que les revenus fonciers sont appelés par voie d'acompte. Par défaut, l'acompte est prélevé **mensuellement par les services fiscaux**. **Il est cependant possible d'opter pour un paiement trimestriel** avec des acomptes fixés au 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre. **La date limite pour bénéficier du paiement trimestriel est fixée au 1<sup>er</sup> octobre** de l'année qui précède celle au cours de laquelle l'option s'applique. En clair, si vous avez demandé le paiement trimestriel après le 1<sup>er</sup> octobre 2018, celui-ci ne sera pas applicable sur 2019 mais sur 2020.

Si vous êtes salarié ou retraité et disposez de revenus fonciers ou de location meublée, vous serez donc appelé à la fois par voie de retenue à la source (sur vos retraites ou salaires) et par voie d'acompte (sur vos revenus fonciers ou de location meublée).

Par nature, **le montant appelé par voie de retenue à la source s'adapte à vos revenus car il est basé sur les salaires et retraites de l'année en cours**. En revanche, **les acomptes prélevés par les services fiscaux sont fixes car assis sur le résultat figurant sur le dernier avis d'impôt** (système identique à la mensualisation). Ainsi, en cas de variation de vos loyers, il n'y aura donc aucun ajustement de l'impôt et, sauf intervention de votre part, la somme prélevée mensuellement restera constante. Dans ce cas, la régularisation interviendra lors de l'édition de l'avis d'imposition, soit en août de chaque année.

**S'agissant d'une pure modification des règles du paiement de l'impôt, l'instauration du prélèvement à la source ne vous dispense pas des obligations fiscales. Ainsi, vous serez toujours tenu de déposer une déclaration de revenus courant mai-juin de chaque année. Celle-ci a pour objet de déterminer :**

- **Le nouveau taux de prélèvement.** Dans ces conditions, le taux du prélèvement applicable de janvier à août 2019 basé sur les revenus 2017 laissera place à un nouveau taux du prélèvement applicable de septembre 2019 à août 2020 basé sur les revenus 2018.
- **L'impôt restant à payer (ou à restituer) au regard des prélèvements et/ou acomptes déjà acquittés. Cette régularisation s'opère directement par les services fiscaux** et non par le tiers collecteur (employeur ou caisse de retraite). Si vous avez payé plus qu'il ne le fallait, **le remboursement interviendra courant août sans qu'aucune intervention de votre part ne soit nécessaire**. A l'inverse, s'il vous reste un reliquat à régler, le **paiement sera étalé sur les 4 derniers mois de l'année s'il excède 300 €**.

Sans devoir attendre la régularisation systématique du taux en septembre, **vous pouvez demander l'actualisation de votre taux en cours d'année afin de l'adapter à un changement de situation de famille ou à une baisse de revenus**. Pour ce faire, il suffit de **signaler votre changement de situation familiale** (mariage, pacs, naissance, séparation, décès...) **à l'administration fiscale dans les soixante jours qui suivent la date de l'événement**. Dans ces conditions, les services fiscaux détermineront le nouveau taux lié à cette situation dans un délai maximum de 3 mois suivant la demande effectuée par vos soins sur « [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) ». Bien évidemment, vous ne subirez aucune sanction si vous n'avez pas signalé ces changements. Vous perdrez toutefois votre droit à la modulation du taux de prélèvement et devrez donc attendre la régularisation annuelle.

**En cas de variation de vos revenus (tant à la baisse qu'à la hausse), vous pouvez également demander aux services fiscaux de moduler votre taux de prélèvement à la source.** Aucune condition n'est exigée pour demander une augmentation du taux. En revanche, la demande de diminution du taux ne pourra être recevable que si la différence entre le montant du prélèvement prévu et celui estimé suite à la baisse des revenus est supérieure à 10%. En pratique, vous devrez vous connecter à votre espace personnel sur « [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) » et cliquer sur la rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ». Il est à noter que **ce service d'actualisation du taux de prélèvement à la source ne sera disponible qu'à partir du 2 janvier 2019**.

Afin de bien appréhender le mécanisme de la prise en compte de la modulation en cours d'année, prenons le cas d'un contribuable exerçant en profession libérale et dont le bénéfice 2017 a été de 100 000 €. L'impôt brut sur les revenus 2017 est ressorti à 27 306 € d'où un taux de prélèvement de 27,30 % et un acompte mensuel fixé à 2 275 € (100 000 € / 12 mois x 27,30 %). Si, en juillet 2019, ce contribuable s'aperçoit que son bénéfice ne dépassera pas 80 000 € sur l'année, il pourra demander la modulation de son acompte afin de limiter l'avance de trésorerie. Sur la base de ce nouveau revenu, les services fiscaux vont calculer son nouveau taux de prélèvement. Celui-ci sera fixé à 23,90 % d'où une mensualité de 1 593 € (80 000 € / 12 mos x 23,90 %). Etant donné que 7 échéances ont déjà été prélevées ce qui représente une somme de 15 925 € (2 275 € x 7 mois), il reste donc 3 195 € (80 000 € x 23,90 % - 15 925 €) à prélever sur les 5 derniers mois de l'année d'où un nouvel acompte mensuel de 639 € (3 195 € / 5 mois).

**Bien évidemment, en cas de mauvaise estimation, l'administration fiscale appliquera des pénalités dès lors que l'écart entre la modulation et l'impôt définitif excède 10 %. Afin d'éviter toute déconvenue, il faut garder en mémoire que la modulation du taux de prélèvement ne peut pas provenir des réductions d'impôt car celui-ci est fonction des revenus et non de l'impôt.**

**Dans tous les cas, si vous avez perçu des dividendes sur 2017, nous vous conseillons d'intervenir sur votre espace « [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) » dès le 2 janvier 2019 afin de demander le recalcul de votre taux de prélèvement car celui-ci se trouve nécessairement surévalué.** En effet, en 2017, les dividendes étaient obligatoirement soumis au barème progressif et ont donc été pris en compte dans la détermination du taux du prélèvement à la source. **Or, depuis cette année, les dividendes sont soumis au PFU de 30 % (ou flat tax) et échappent donc au prélèvement à la source.** Afin d'illustrer cette problématique, prenons l'exemple d'un dirigeant de société dont la rémunération est la suivante : 36 000 € au titre du salaire plus 120 000 € de dividendes. Le taux du prélèvement à la source calculé par les services fiscaux ressort à 22,90 %. Dans ces conditions, l'impôt prélevé tous les mois sur le salaire se monte à 687 € (36 000 € / 12 mois x 22,90 %). Toutefois, compte tenu de la taxation forfaitaire applicable aux dividendes, seul le salaire sera imposé au barème progressif, d'où un taux de prélèvement de 10,90 % entraînant une retenue mensuelle de 327 € (36 000 € / 12 mois x 10,90 %).

**Si vous êtes non-salarié (BIC, BNC et BA) et connaissez des problèmes de trésorerie, vous aurez la possibilité d'ajuster la répartition de vos acomptes** de façon à tenir compte de la saisonnalité de vos encaissements. En conséquence, si vous avez opté pour un paiement mensuel, vous pourrez demander le report de trois échéances au maximum sur l'échéance suivante. En cas de paiement trimestriel, il vous sera possible de bénéficier du report d'une échéance. Il est à noter que le report ne peut-être opéré qu'au sein de la même année et ne peut donc en aucun cas conduire à reporter une échéance sur l'année suivante. La demande doit être effectuée en ligne sur « [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) » et prendra effet le mois suivant.

Comme souligné précédemment, le prélèvement à la source est très défavorable en termes de trésorerie puisque basé sur les seuls revenus et non l'impôt. **Autrement dit, l'un des défauts majeurs du prélèvement à la source est l'absence de prise en compte des réductions d'impôt.**

Afin de pallier partiellement cela, un système de remboursement des crédits et réductions d'impôt a été mis en place par le gouvernement. Initialement, seuls les crédits d'impôt liés aux emplois à domicile et aux frais de garde des jeunes enfants devaient bénéficier d'un acompte à verser en mars 2019 basé sur 30 % du montant du crédit d'impôt figurant sur la déclaration des revenus 2017. Au final, **le taux de l'avance est porté à 60 %, la date de versement est avancée au 15 janvier 2019** et les crédits et réductions d'impôt ouvrant droit à l'acompte sont élargis. Ainsi, sont ajoutés en plus des **emplois à domicile et des frais de garde, les dépenses d'accueil en EHPAD, les dons aux œuvres ainsi que les réductions d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs** (Pinel, Duflot, Scellier). En clair, si sur votre déclaration de revenus 2017, vous avez bénéficié d'une réduction d'impôt de 1 000 € au titre des dons aux œuvres et d'un crédit d'impôt de 2 500 € au titre des emplois à domicile, l'administration fiscale vous versera un acompte de 2 100 € (60 % de 3 500 €) au 15 janvier 2019. Le décompte définitif sera opéré en août 2019 lors de l'édition de l'avis d'imposition basé sur les revenus 2018. Au cas où vous n'auriez plus eu recours à des emplois à domicile sur 2018, l'acompte versé en janvier 2019 sera donc repris en août 2019. De ce fait, si, en 2018, vos dons sont identiques à ceux de 2017 (réduction d'impôt de 1 000 €), il en résulte que vous allez devoir restituer 1 100 € (2 100 € d'acompte - 1 000 € de réductions d'impôt). Ce système d'acompte peut se révéler complexe à gérer si vos réductions d'impôt fluctuent fortement d'une année sur l'autre. Il est également à noter que de nombreuses réductions et crédits d'impôt (notamment toutes celles favorisant l'investissement dans les entreprises) ne sont pas éligibles au système d'acompte.

En conclusion, comme évoqué dans nos précédentes lettres mensuelles, faute d'avoir opéré une réforme globale de notre système fiscal, ce très médiatique **prélèvement à la source consiste seulement en une modification des règles de perception de l'impôt avec une complexité supplémentaire.** Autrement dit, le montant global de notre impôt ne changera pas, la seule modification concerne son mode de perception. Il s'agit néanmoins d'un changement de paradigme puisque, non seulement cela met fin au crédit gratuit qui nous était alloué par les services fiscaux (l'impôt ne sera plus acquitté avec décalage), mais aussi cela nous oblige à faire l'avance à l'Etat de tout ou partie des réductions et crédits d'impôt. Dans ces conditions, l'Etat se trouve incontestablement être le grand gagnant de cette réforme. En revanche, **les contribuables dont les revenus sont appelés par voie d'acompte** (BIC, BNC, BA, gérant majoritaire, propriétaires bailleurs) en **sont les grands perdants** puisque le mode d'appel demeure inchangé (acomptes basés sur des revenus de N-2 non évolutifs aux évolutions des revenus en cours d'année) tout en ayant l'obligation de faire l'avance des réductions ou crédits d'impôt.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 30 novembre 2018

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 003,92	-1,76%	-5,81%	0,93%	16,50%
PARIS (CAC 40 GR)	13 135,45	-1,70%	-2,94%	11,69%	37,36%
PARIS (CAC Mid&Small)	12 323,06	-4,16%	-14,76%	10,38%	45,63%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 917,85	-2,07%	-6,37%	2,67%	20,42%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 173,13	-0,76%	-9,44%	-9,51%	2,80%
NEW YORK (Dow Jones)	25 538,46	1,68%	3,31%	44,12%	58,17%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	7 330,54	0,34%	6,19%	43,49%	80,23%
FRANCFORT (Dax Xetra)	11 257,24	-1,66%	-12,85%	-1,10%	19,69%
LONDRES (FTSE 100)	6 980,24	-2,07%	-9,20%	9,82%	4,96%
TOKYO (Nikkei 225)	22 358,06	2,00%	-1,79%	13,22%	42,75%
MONDE (Msci World) en Euros	186,27	1,37%	1,47%	12,44%	46,82%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,47%	-0,58%	-0,15%	0,64%	1,26%
ETATS-UNIS	2,18%	2,85%	2,89%	3,07%	3,27%
ROYAUME-UNI	0,68%	0,73%	0,92%	1,18%	1,95%
JAPON	-0,09%	-0,14%	-0,12%	0,02%	0,55%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	34 530 €	0,88%	-0,63%	6,64%	18,21%
NAPOLEON	205,70 €	1,38%	-0,58%	8,26%	11,07%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1389	0,39%	-5,25%	7,83%	-16,15%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8911	-0,19%	0,24%	26,81%	7,39%
EURO / 100 YENS	¥ 129,17	0,69%	-4,59%	-0,68%	-7,17%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1344	-0,53%	-3,11%	4,54%	-7,89%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 30 novembre 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 337,39 milliards d'euros au 3eme trimestre 2018
DEFICIT PUBLIC 2017	59,3 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2018	2 299,8 milliards d'euros soit 99 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 2eme trimestre 2018
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 1,80 % en septembre 2018
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,80 % en octobre 2018
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 311 euros par mois à compter du 01/01/2018
SMIC (BRUT)	9,88 € au 01/01/2018 soit 1 498,47 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 2,20 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,35 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,57 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,10 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - [magellanconseil@magellanconseil.fr](mailto:magellanconseil@magellanconseil.fr) - [www.magellanconseil.fr](http://www.magellanconseil.fr)S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF  
Référéncée à l'ORIAS ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement.  
Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et